

Affaires courantes

[Traduction]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition au nom du Conseil 4302 des Chevaliers de Colomb de Springhill, en Nouvelle-Écosse.

Ces gens, presque 2000 en tout, sont opposés à la taxe sur les produits et services et sont las d'être soumis à des charges fiscales sans cesse accrues. Ils demandent au Parlement d'abandonner cette taxe injuste et néfaste qui a pour cible les Canadiens à faible et moyen revenus.

De plus, j'ai une deuxième pétition de particuliers de la même circonscription fédérale de Cumberland—Colchester, principalement de la région d'Amherst, qui s'opposent également à la taxe sur les produits et services. Ils demandent au Parlement d'abolir cette mesure actuellement devant la Chambre.

• (1110)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Don Blenkarn (Mississauga—Sud): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre une pétition en faveur de M. Yih-Sheh Leo, citoyen canadien qui fait à Taiwan l'objet de persécutions politiques.

La pétition demande au gouvernement d'user de ses bons offices, par l'entremise de l'ambassade du Canada au Japon et du Haut-commissariat du Canada à Hong Kong, et d'envoyer un représentant à Taiwan pour aider M. Leo à se protéger contre cette atteinte inadmissible, injuste, antidémocratique et condamnable à la liberté de parole.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition, en conformité avec l'article 36 du Règlement, au nom de plusieurs électeurs de la circonscription de Kamloops, qui sont littéralement atterrés de constater que le gouvernement persiste à aller de l'avant avec la taxe sur les produits et services.

Ils exposent assez longuement toutes les préoccupations que leur cause cette taxe, qui va notamment éroder leur pouvoir d'achat, frapper les articles de première nécessité tel le mazout, et avoir en outre des effets

discriminatoires contre les régions parce qu'elle va alourdir les frais de transport. Ainsi de suite.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement, même au point où nous en sommes, de réfléchir à ce qu'il fait et de réétudier cette mesure à partir de zéro.

LES ÉTATS BALTES

Mme Pauline Browes (Scarborough—Centre): Monsieur le Président, je suis heureuse de présenter à la Chambre une pétition concernant les États baltes, soit l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie. Le Canada n'a pas reconnu l'annexion illégale des États baltes par l'Union soviétique.

Les pétitionnaires font remarquer que le Canada est signataire de l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui affirme le principe de l'autodétermination des peuples. Ils exhortent le gouvernement du Canada à se montrer favorable aux aspirations des Canadiens d'ascendance estonienne qui s'unissent pour appuyer le congrès d'Estonie qui se tiendra à Tallin, capitale de l'État, les 11 et 12 mars 1990.

Des Canadiens d'ascendance estonienne participeront à ces assises. Ils y exprimeront la volonté collective du peuple estonien pour un avenir de liberté.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Margaret Mitchell (Vancouver—Est): Monsieur le Président, j'ai également l'honneur, en vertu de l'article 36 du Règlement, de présenter une pétition au nom de Canadiens de la région où j'ai grandi, le comté de Haldimand dans le sud de l'Ontario.

Comme beaucoup d'habitants de la Colombie-Britannique, ces pétitionnaires trouvent que la taxe sur les produits et services est une mesure complètement injuste qui les pénalise. Ils demandent instamment au Parlement de la retirer et de modifier le régime fiscal pour que les riches et les sociétés prospères paient un impôt minimum en règle.

Ces pétitionnaires tiennent également à s'assurer que toute mesure visant à remplacer la taxe sur les ventes des fabricants ne soit pas une razzia fiscale massive.

Ils demandent instamment au gouvernement de procéder à une véritable réforme fiscale à la place de cette taxe régressive à la consommation qui fera passer le fardeau fiscal sur les épaules du simple citoyen.